

## Délibération n° 2019-003-087 du 13 mars 2019

### **Recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage définis par les branches afin de favoriser leur convergence**

Le conseil d'administration de France compétences,

Vu le code du travail, notamment les articles L. 6123-5, L. 6123-10, L. 6123-13 et L. 6332-14,

Vu le décret n°2018-1345 du 28 décembre 2018 relatif aux modalités de détermination des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage,

Après en avoir délibéré le 13 mars 2019,

Décide :

#### **Exposé des Motifs**

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel pose deux principes :

- Les branches professionnelles ont la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO). Les OPCO prendront financièrement en charge les contrats d'apprentissage selon un niveau déterminé par les branches professionnelles et en application de principes fixés par décret.
- France Compétences doit émettre des recommandations auprès des branches professionnelles afin de faire converger les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage.

Le décret du 28 décembre 2018 précise que les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leur commission paritaire nationale de l'emploi (CPNE) ou de leur commission paritaire de la branche professionnelle (CPBP), doivent déterminer un niveau de prise en charge pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle relevant de leur périmètre pour le 1er février 2019 (transmission aux OPCO au plus tard le 1er février 2019).

L'OPCO de la branche de l'immobilier a transmis à France compétences, au cours du mois de février, les niveaux annuels de prise en charge des contrats d'apprentissage que cette dernière a définis pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ.

La méthodologie utilisée pour l'émission des recommandations se fonde sur les données remontées par les branches et consolidées par les OPCO. Elle consiste à comparer les valeurs remontées par la branche pour chaque diplôme ou titre à finalité professionnelle aux valeurs globales remontées par l'ensemble des branches sur le diplôme ou titre à finalité professionnelle considéré afin de définir une valeur de référence permettant la convergence des niveaux de prise en charge, avec une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées.

### Article 1

Les recommandations de France compétences à la branche de l'immobilier, telles qu'annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Elles visent les contrats d'apprentissage qui seront signés à compter du 1er janvier 2020, excepté les contrats d'apprentissage signés hors convention régionale qui seront pris en charge par l'OPCO à partir de 2019.

### Article 2

Ces recommandations seront notifiées à la présidence de la CPNE de l'immobilier dont relève la branche et transmises à la présidence de l'OPCO concerné ainsi qu'aux ministres chargés de la formation professionnelle, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de l'enseignement agricole et aux présidents des conseils régionaux.

### Article 3

La présente délibération sera publiée sur le site internet de France compétences.

Fait à Paris, le 13 mars 2019

Le Président du conseil d'administration,  
Jérôme TIXIER



Annexe : Recommandations de France compétences

## Recommandations de France compétences à la Branche de l'immobilier

Les recommandations de France compétences sur les niveaux de prise en charge définis par la CPNE de l'immobilier pour les diplômes ou titres à finalité professionnelle préparés par les apprentis des entreprises relevant de son champ sont les suivantes :

**IDCC concernés : 1527**

Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE de l'immobilier	13532028	DROIT, ECONOMIE, GESTION : MANAGEMENT DE L'INNOVATION (MASTER MARNE LA VALLEE)	15400	5514	5349	6500
CPNE de l'immobilier	15531302	DIPLOME GRADE MASTER DE PARIS DAUPHINE : FINANCE	15400	12102	9017	12465
CPNE de l'immobilier	16531009	DIPLOME DE L'ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (ESSEC)	15400	10463	7000	12912
CPNE de l'immobilier	25031306	METIERS DE L'IMMOBILIER : TRANSACTION ET COMMERCIALISATION DE BIENS IMMOBILIERS (LP EVRY)	9300	9000	7315	9270
CPNE de l'immobilier	25031368	METIERS DE L'IMMOBILIER : GESTION ET DEVELOPPEMENT DE PATRIMOINE IMMOBILIER (LP MULHOUSE)	9300	9000	8300	9270
CPNE de l'immobilier	25031378	METIERS DE L'IMMOBILIER : TRANSACTION ET COMMERCIALISATION DE BIENS IMMOBILIERS (LP BORDEAUX)	9300	9000	5629	9270
CPNE de l'immobilier	26031403	COMPTABILITE ET GESTION (DIPLOME DE) (DCG)	8800	7000	6203	7596



Libellé CPNE	Code de la formation	Libellé de la formation	Niveau de prise en charge défini par la branche	Niveau de prise en charge de référence recommandé	*Niveau de prise en charge minimum toléré	*Niveau de prise en charge maximum toléré
CPNE de l'immobilier	32031209	MANAGEMENT DES UNITES COMMERCIALES (BTS)	8400	7483	6718	8138
CPNE de l'immobilier	32031210	NEGOCIATION ET RELATION CLIENT (BTS)	8400	7187	6568	8000
CPNE de l'immobilier	32031407	ASSISTANT DE GESTION DE PME PMI A REFERENTIEL COMMUN EUROPEEN (BTS)	8400	7000	6790	8181
CPNE de l'immobilier	32032408	ASSISTANT DE MANAGER (BTS)	8400	7142	6502	8227
CPNE de l'immobilier	35031201	TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION (DUT)	8800	7975	7445	8381
CPNE de l'immobilier	40030001	GESTION-ADMINISTRATION (BAC PRO)	7800	6000	5820	6879
CPNE de l'immobilier	40031206	VENTE (PROSPECTION - NEGOCIATION - SUIVI DE CLIENTELE) (BAC PRO)	7800	7108	6374	7568
CPNE de l'immobilier	26C3120J	RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL (OPTION BANQUE ASSURANCE) (CCI FRANCE RESEAU NEGOVENTIS)	8750	7910	7199	8264
CPNE de l'immobilier	26X31304	GESTIONNAIRE D'AFFAIRES IMMOBILIERES (ESPI - ENTREPRISES)	8750	10000	9538	10300

\*Définition d'une marge de tolérance au regard de la dispersion des valeurs observées sur les diplômes ou titres considérés